

ROBERTO FAVA

LA

QUESTION ROUMAINE

ET LES

AGENTS DE M. WÉKÉRLÉ A L'ÉTRANGER

(La Questione Rumena e gli agenti del Signor Wékérlé in Italia)

BCU Cluj / Central University Library Cluj

TRADUITE DE L'ITALIEN & AVEC UNE PRÉFACE

PAR

P. G. CANTILLI

PARIS

IMPRIMERIE G. PELLUARD

212, RUE SAINT-JACQUES, 212

—
1894

ROBERTO FAVA

LA

QUESTION ROUMAINE

ET LES

AGENTS DE M. WÉKÉRLÉ A L'ÉTRANGER

(La Questione Rumena e gli agenti del Signor Wékérlé in Italia)

TRADUITE DE L'ITALIEN & AVEC UNE PRÉFACE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

PAR

P. G. CANTILLI

PARIS

IMPRIMERIE G. PELLUARD

212, RUE SAINT-JACQUES, 212

—
1894

BCU Cluj-Napoca



RBCFG201802164

PRÉFACE

La presse française, dans presque son unanimité, ainsi que la grande majorité de la presse européenne, ont reconnu la légitimité des revendications, que les Roumains de Transylvanie et de Hongrie soutiennent avec tant d'énergie.

Inquiets plutôt que honteux de l'effet produit en Europe par leurs persécutions inhumaines, et du courant intense qui s'est formé dans l'opinion publique, en faveur des Roumains asservis à l'hégémonie magyare, les gouvernants de Budapest ont essayé à plusieurs reprises de réagir contre ce courant. A cette fin, ils dépêchèrent deux émissaires magyars, MM. Ovary et Pazmandy de faire une *tournee* en Europe et de *travailler* l'opinion publique. Un de ces Messieurs a publié, à Paris même, une brochure (1) sous ce titre : *Les Roumains de Hongrie et l'État hongrois*, par L. OVARY, Membre de l'Académie des **Sciences Hongroises**. Nous passons sur les inexactitudes voulues qui pullulent dans cet écrit. Nous les avons maintes fois relevées dans des brochures et des articles auxquels la presse française a donné une large et bienveillante hospitalité. Nous nous contenterons donc, pour cette fois, à

(1) Au sujet de cette brochure, un journal ministériel de Budapest, *le Pesti Naplo* (octobre 1894), nous informe que M. Wékerlé a reçu une délégation de la *Mensa Academica*, qui venait solliciter son appui pour publier en allemand la brochure de M. Ovary. M. Wékerlé déclara que la brochure primitive fut publiée sur son intervention, qu'en outre lui-même a chargé M. Pazmandy de faire un nouveau travail. M. Wékerlé a ajouté qu'il tâchera de gagner la presse européenne, qu'il compte y arriver, *même en ce qui concerne la presse française, quoique cela lui sera bien plus difficile.*

laisser la parole à M. Roberto Fava lui-même, dans la réponse si vigoureuse et si digne qu'il a fait à M. Ovary.

Cette réponse s'adressait aux émissaires magyars pendant qu'ils conduisaient leur campagne anti-roumaine en Italie. M. Fava nous dira quels furent, sur les bords du Tibre, leurs succès. On verra que ces succès n'ont guère été plus brillants que ceux qu'ils ont remportés sur les bords de la Seine.

Ce qui nous a décidé d'entreprendre la traduction de ce travail, c'est que l'opinion du publiciste italien si distingué a une valeur d'autant plus grande, qu'il a étudié la Question roumaine, *en Transylvanie même*, et que sa qualité d'étranger lui donne un caractère d'impartialité indéniable.

Le titre de « Membre de l'Académie *des Sciences hongroises* » donne la mesure de la force à laquelle sont arrivés les Magyars : il est évident qu'en Hongrie, rien n'échappe à la magyarisation, puisque pas même les sciences devenues *hongroises* n'ont été épargnées.

C'est, sans doute, dans le but de rallier l'opinion publique française au système de magyarisation, que M. Ovary, secondé par M. le Général Türr et M. Pazmandy ont entrepris, en France, leur dernière campagne qui est, que le lecteur nous passe le mot, une véritable « chinoiserie ». — Nous nous servons ici d'une expression que M. le Général Türr a employé dans la *Revue d'Orient*, de Budapest, du 18 décembre 1894, pour exprimer son opinion sur la question nationale des Roumains. — Traiter la lutte d'une nationalité qui défend ses droits et aspire à occuper dans l'État le rang qui lui est dû, de chinoiserie, est une chose qui étonne, même lorsqu'elle provient d'un magyar.

Si on voulait user de la même malveillance et employer à l'égard des Magyars des formules si désobligeantes, quelles chinoiseries ne trouverait-on pas à noter ? Les Magyars continuent, en effet, à donner un spectacle vraiment étonnant :

ils font les civilisés et les libéraux à l'étranger et se conduisent chez eux en véritables barbares. Ce système de duplicité ne leur réussira pas ; ils l'ont essayé d'autres fois, mais sans succès. C'est ainsi qu'ils ont inutilement cherché à intéresser l'Europe à leur révolution, qui fut l'œuvre de l'égoïsme, et dont le but essentiel, dans l'intention de ses auteurs, avait été de dominer et d'asservir outrageusement des populations non-magyares. Mais ce que les Magyars n'ont pu faire en 1848, par le courage et les armes à la main, ils purent le réaliser plus tard, par le marché conclu en 1867, marché qui leur a permis d'entreprendre l'exécution de leur véritable idée nationale, idée qui se résume dans la chinoiserie de Louis Kossuth : « *La Hongrie sera Magyare ou elle ne sera plus.* »

La mission que M. Wékerlé a confié à l'illustre chevalier Ovary, qu'on a chargé, comme il l'a dit, lui, d'*illuminer* (1) l'opinion publique française, est également un spectacle assez exotique, pour mériter le nom de chinoiserie, mais nous devons être indulgents pour cette mission, car, contrairement à l'attente de ses auteurs, elle a servi la cause roumaine, bien plus que celle des Magyars.

Et M. Pazmandy, que fait-il autre chose, sinon des chinoiseries ? N'est-ce pas lui qui, jaloux des lauriers de M. Ovary, est venu à Paris pour publier, dans les journaux français, des protestations de libéralisme, pendant qu'il se montre chez lui le plus intraitable et le plus tyrannique des persécuteurs ? On n'a, pour s'en convaincre, qu'à parcourir ses discours à la Chambre de Budapest, et les conférences qu'il tient à *Cluj*. Nous écrivons *Cluj* et au besoin *Klausembourg*, et non pas *Kolosvar*, comme nous sollicité à le faire M. Ovary. Nous le faisons, pour ne pas laisser accréditer, au sujet des noms géographiques des villes de la Transylvanie, une autre chinoiserie débitée dans le même numéro de la *Revue d'Orient*.

(1) Voyez l'*Epoque* du 26 oct. 1894.

En effet, dans cette Revue, on accuse les publicistes roumains de changer les noms des villes de leur pays, et d'enseigner *aux correcteurs des journaux de Paris* une géographie de la Transylvanie tout à fait fantaisiste.

Selon le spirituel auteur de cette notice, les véritables dénominations des villes de la Transylvanie sont celles qu'il emploie lui-même, dans un esprit de magyarisation tout à fait visible.

Essayons en quelques lignes, à établir la vérité sur ce point. En tant que géographie écrite et courante, dans les publications scientifiques, les dénominations des villes et cités Transylvaines, dont il est question sont habituellement allemandes. Originellement et de fait, les noms de ces mêmes villes sont pour la plupart roumains. Mais de noms magyars, nulle trace, sinon dans les publications fantaisistes des savants magyars, et dans les injonctions administratives, imposées le plus souvent avec brutalité par les autorités magyares. Voilà la vérité que le docte M. Ovary ne veut pas avouer. Faisant semblant de voir une agression dans la défense légitime que les Roumains font de leur droit historique et traditionnel, il s'émeut, de ce qu'on appelle Klausembourg, *Cluj*. Un peu d'histoire géographique ne serait pas mal venue, pour *illuminer*, chacun son tour, le savant chevalier, en restituant à chaque ville son véritable nom.

Passons en revue les principaux auteurs et commençons par les plus anciens, pour voir de quels noms ils se sont servis pour désigner les villes.

L'historien hongrois, *Bonfinius*, (1) qui ne sera pas, pensons-nous, suspect à M. Ovary, et qui ne sera pas étranger, espérons-nous à M. le Général Türr écrit ce qui suit ;

« ... Transylvania est Daciæ olim pars,.. caput Alba

(1) Bonfinius (Ant.) *Res Hungariæ Hanoviæ*, 1606, page 760.

Julia... oppida complura nobilissima in quibus. *Cibinium Brassovia, Bristica ..* »

Nous ne trouvons donc pas de « Nagy-Szeben » comme le prétendent les Magyars, mais nous trouvons *Cibinium* que les Roumains qui sont des latins appellent par conséquent à juste titre *Sibiu*.

De même le comte *Bethlen Niklos*, dans ses Mémoires recueillis par Brenner (1) nous dit : « ... l'Empereur Trajan qui, le premier, fit la conquête de la Transylvanie, qui en ce temps-là portait le nom de Dacie, comme les historiens le remarquent à peine le Prince Barchay se fut-il enfermé à *Hermannstadt*... « On voit que les Hongrois de ce temps appellent *Hermanstadt* la ville que les Magyars d'aujourd'hui veulent à tout prix baptiser « Nagy-Szeben ».

Examinons quelques anciens auteurs français et italiens. Ouvrons *Centorio Ascanio* (2) : « ... La sua metropoli e *Cibinio*, la quale citta, de Tedeschi si nomina *Hermannstadt*. L'altra e *Brassovia*, altrimenti *Kronstadt* ». Nous trouvons donc *Cibinio* et *Hermannstadt*, mais pas de « Nagy-Szeben ». Nous pourrions de la sorte poursuivre la démonstration en citant encore *Spontoni* (3), *Fumée* (4) *Béhamb* (5) et d'autres jusqu'aux auteurs modernes, comme Quinet, Elias Regnault, Vaillant, Saint-Marc-Girardin, Louis Léger, Himly, etc... Mais il nous semble inutile d'y insister.

Voilà donc la question des noms propres, selon le témoignage des historiens anciens et modernes, élucidée. Les

(1) Brenner. *Histoire des Rèv. de Hongrie*. La Haye 1739, tom II, p. 182.

(2) Centorio Ascanio. *Commentario della guerra di Transylvania*. Vanegia 1565, p. 70-73.

(3) Spontani (Ciro). *Historia della Transilvania*. Venetia 1698, p. 3, 5, 6, 7.

(4) Fumée (M.), *Histoire des Troubles de Hongrie*. Paris 1554, p. 87.

(5) Béhamb (Ferdinand), *Notitia Hungariae*. Argentorati 1676, p. 91, 92.

affirmations des auteurs hongrois anciens sont des plus précieuses, mais naturellement tout bon Magyar s'empresse aujourd'hui de répudier leurs constatations : l'honneur du magyarisme en souffrirait trop. C'est pourquoi le chevalier Ovary est venu préconiser en France aussi le système de magyariser la géographie, système employé en Transylvanie par l'administration magyare, avec beaucoup de violence, sinon avec beaucoup de succès.

Ce n'est cependant pas en France, MM. Ovary, Pazmandy et Türr, ont dû s'en rendre compte bien vite, que la campagne magyare de dénigrement, et les protestations de faux libéralisme, des petits-fils d'Atilla, peuvent trouver bon accueil. La France a été pendant trop longtemps le bon génie des nations opprimées, elle a mis trop souvent son activité et son prestige, au service de la cause des persécutés, pour qu'elle puisse applaudir aujourd'hui à l'écrasement des Roumains.

Pour juger la question des persécutions magyares l'opinion publique n'a pas attendu que des émissaires hongrois viennent publier leurs pamphlets, à l'étranger, jusqu'à Paris. L'opinion publique se renseigne mieux. Elle examine les faits : une nation qui entreprend, comme la nation magyare, l'oppression la plus tyranique ; une nation qui jette en prison tout ce que les Roumains ont de plus courageux et de plus honnête, qui se livre à des scènes de vandalisme comme celle de Turda — où l'on a démoli la maison d'un des chefs roumains, en jetant sa famille sur le pavé ; — une nation, qui comme la nation magyare, essaye de perpétuer au XIX^e siècle les horreurs que les hordes d'Atilla ont jadis commises, une telle nation ne peut mériter ni l'appui, ni l'estime de l'opinion publique française.

Voilà tout le secret de l'insuccès de la *mission Ovary-Pazmandy* en France. Cette mission a échoué à Paris, comme

elle a échoué à Rome, car ceux qui l'ont conçue et tentée ont essayé une entreprise impossible : celle de rallier le monde civilisé à une œuvre d'oppression qui est une honte pour l'époque à laquelle nous vivons,

P.-G. CANTILLI.

Paris, 12 Janvier 1895.

BCU Cluj / Central University Library Cluj



ROBERTO FAVA

LA QUESTION ROUMAINE

ET

LES AGENTS DE M. WÉKÉRLÉ EN ITALIE

Il n'est pas nécessaire que quelqu'un prenne une part active au mouvement général de la politique européenne, pour savoir ce qu'on entend aujourd'hui par *la Question roumaine*; il en est de même pour savoir en quoi consiste cette question, qui s'est présentée, dans ces derniers temps, comme une question d'une grave importance, d'un caractère particulièrement aigu, capable en même temps d'éveiller les plus sérieuses inquiétudes pour la paix européenne.

Si l'on jetait un coup d'œil sur une carte ethnographique, on pourrait se rendre compte de l'espace qu'occupe le peuple roumain. La nation roumaine forme un vaste et compact anneau, au milieu duquel, en Transylvanie, se trouve un groupe de Szeklers, rameau détaché du groupe magyar. On trouve également une petite île de Saxons, descendants des colonies amenées par les Rois de Hongrie aux XII^e et XIII^e siècles. Le reste est habité par des Roumains depuis la mer Noire jusqu'à la *puzla* de Hongrie et du Dniester jusqu'au Danube. Ce vaste domaine fut morcelé par les grands États voisins, avides d'agrandir et d'élargir leurs frontières.

De tout ce peuple roumain, il n'y a que les habitants du

jeune royaume danubien, formé à la suite de l'union de la Moldavie et de la Valachie qui jouissent d'une liberté complète et de l'indépendance.

Le royaume de Roumanie ne comprend qu'une moitié du peuple roumain ; l'autre moitié, aux Russes et aux Turcs et une autre partie qui gémit sous le joug magyar ; c'est en Transylvanie et, en général, dans la partie orientale de la Hongrie, que se trouve le contingent le plus considérable de Roumains vivant en contact avec les Ruthènes et les Slaves.

Les Roumains, qui habitent les provinces hongroises, atteignent le chiffre de 3 millions, dont 1,184,883 en Transylvanie, où ils constituent les sept dixièmes de la population totale.

Ces énergiques champions de la race latine, descendants directs des colonies amenées par Trajan en Dacie, furent, pendant des siècles, le bouclier de la vieille Europe. Ce sont eux qui la défendirent de toutes leurs forces contre les invasions barbares.

Fermes défenseurs de leurs propres droits et de leur indépendance, ils ont toujours résisté aux tentatives de destruction de leur existence nationale. Les longues souffrances qu'ils endurent, ne firent que cimenter et fortifier cette ténacité. Leur vitalité extraordinaire se trouve exprimée dans les deux dictons populaires suivants : *L'eau s'écoule et les pierres restent ; le Roumain ne périt pas.*

Après avoir traversé 17 siècles de longues et pénibles vicissitudes, ils sont encore obligés de soutenir un rude combat contre les tendances d'absorption de la race magyare,

• La Hongrie, personne ne l'ignore aujourd'hui, est un État composé de différentes nationalités, séparées entre elles par leurs origines, leurs coutumes, leurs traditions, et en partie leurs confessions religieuses. On y trouve des Magyars, des Roumains, des Saxons, des Slovaques, des Ruthènes et des

Serbes, sans parler des Croates, qui forment un État relativement indépendant, quoiqu'ils aient perdu en grande partie leur autonomie, sous la pression de la violence et de la corruption des Magyars.

Les Hongrois, inférieurs en nombre (ils sont 6 millions contre 11 millions de nos Magyars), forts de la protection du Souverain, qu'ils ont obtenue après une longue rébellion, ont conçu la belle idée de former un État magyar unitaire et indépendant, avec des éléments ethniques si nombreux et si variés; ils ne reculent devant aucun moyen pour réaliser cette tyrannique utopie : « *La Hongrie sera complètement Magyare ou elle périra.* » Ce mot, prononcé pour la première fois par Louis Kossuth, est devenu le cri de guerre des dignes petits-fils d'Atilla, la synthèse de leurs aspirations, et le seul aiguillon de leur politique liberticide. Il était donc naturel qu'une lutte s'engageât; elle éclata principalement entre les Roumains et les Magyars. Les Roumains, par leur importance numérique et intellectuelle, ont, de toutes les nationalités qui constituent le royaume de Saint-Étienne, fait preuve de la plus forte opposition et résistance à la politique de magyarisation.

*
* *

Parler sur la condition des Roumains sujets à l'hégémonie hongroise, c'est exposer les tortures d'un peuple extrêmement tourmenté, et qu'on veut exterminer à tout prix.

Le gouvernement hongrois ne ménage aucune iniquité pour rendre aux Roumains la situation insupportable, et cela surtout depuis l'époque où 40,000 Roumains réunis sur le *Champ de la Liberté*, formulèrent en 16 articles leurs griefs, et demandèrent à l'Empereur de les considérer comme faisant partie de son peuple, avec le respect de leur individualité nationale.

Par un système de lois et de mesures exceptionnelles, conçues et combinées à dessein, les Roumains se trouvent non seulement exclus de la participation à la vie publique, mais en même temps menacés dans leur existence privée.

Une loi exceptionnelle de 1874, et faite uniquement pour les régions habitées par les Roumains, les prive de la faculté d'envoyer des représentants au Parlement. Elle exige, en effet, d'eux, un cens de 18 florins dont sont dispensés une grande partie des habitants hongrois des mêmes contrées, en considération de leurs titres de noblesse (1).

Le cens électoral, pour le reste de la Hongrie, n'est que de 5 florins. Les sections et les circonscriptions électorales sont organisées et réparties en sorte que les électeurs roumains, et spécialement ceux de la campagne, doivent mettre toute une journée, parfois plus, pour arriver au bureau électoral et user de son droit de vote. Lorsque, malgré ces exactions, les Roumains parviennent à vaincre toutes les difficultés créées par les lois, on n'épargne aucun moyen pour leur interdire l'accès de l'urne. De cette façon, on arrive au résultat désiré : les Roumains, qui, en raison de leur nombre, devraient envoyer à la Chambre magyare 80 représentants, se trouvent dans la triste position de n'en avoir aucun ; depuis plusieurs années, ils ne participent plus aux élections, pour éviter les vexations et les railleries des Magyars.

La vie locale leur est aussi interuite, étant exclus de toute fonction publique. Dans l'administration et la justice, on emploie la langue magyare, incomprie de la majorité de la population ; de cette façon, l'administration se présente sous

(1) La plupart de ces nobles appartiennent à la catégorie qu'on appelle *la petite noblesse*, composée presque exclusivement de serviteurs et de gardiens de porcs.

un caractère tout à fait despotique, et la justice devient une formalité purement dérisoire.

En ce qui concerne la vie intellectuelle, le système n'est pas différent. Les Roumains payent la cinquième partie des impôts de sang et d'argent, sans que l'État hongrois leur accorde une seule école roumaine.

On va plus loin encore : on ferme, ou l'on essaye par tous les moyens possibles, toujours violents, de magyariser les écoles fondées par les Roumains de leurs propres contributions. C'est ainsi que sur les 180 lycées qui existent en Hongrie, 163 appartiennent aux Magyars, tandis que les autres nationalités qui forment les deux tiers de la population n'en possèdent que 17, et dans ce nombre les Roumains ne comptent que pour trois. Quant à l'enseignement primaire, non seulement les instituteurs sont obligés, sous peine de destitution, de connaître le hongrois et de l'enseigner pendant vingt heures par semaine, mais encore tous les enfants sont forcés, dès l'âge de trois ans, de fréquenter les asiles hongrois (*Kisdedovo*), où l'on n'enseigne que le hongrois, où l'on inspire la haine et le dédain de la nation roumaine.

La liberté religieuse n'existe également pas pour les Roumains, car ils devraient avoir le droit d'élire les évêques et les prêtres, tandis qu'en réalité ils ne peuvent exercer ce droit, s'ils ne se déclarent pas pour les candidats agréables au gouvernement. Ces candidats servent toujours d'instruments ; ce sont, pour la plupart, des personnes suspectes et dont le gouvernement peut se servir à l'aise dans ses funestes manœuvres.

Ne parlons plus de la liberté de la presse, violée journellement en Transylvanie, par des moyens plus que barbares. Les procès contre les publicistes roumains abondent chaque jour. La *Tribuna de Sibiu*, la *Foia Popopului*, la *Gazeta Transilvaniei* et tant d'autres journaux roumains de la Tran-

sylvanie et du Banat, doivent changer chaque jour de rédaction, car leur personnel, pour les motifs les plus absurdes, est tour à tour accusé et condamné.

On n'en finirait plus si l'on voulait enregistrer, même sommairement, toutes les injustices, toutes les violences, tous les attentats faits aux droits les plus sacrés. Tout cela se passe avec la connaissance des autorités magyares, qui ne manquent pas les occasions de provoquer les masses ignorantes et barbares pour mettre à feu et à flamme les maisons des odieux *olah* (1).

C'est en interdisant les associations, fussent-elles d'un caractère purement agricole ou littéraire; c'est en défendant l'introduction des livres et journaux venant de la libre Roumanie, en étouffant toute protestation, c'est en dévastant les habitations et en confisquant les biens, c'est en déportant, en torturant ceux qui ne peuvent souffrir le joug des Magyars, que les autorités hongroises ont épuisé toute l'échelle ascendante des persécutions et des tyrannies.

La jeunesse universitaire de Bucarest fit connaître, il y a trois ans, à l'Europe entière, ce misérable état de choses, en publiant un éloquent *Mémoire* imprimé à plusieurs milliers d'exemplaires, et traduit en plusieurs langues. Ce fut le commencement de cette lutte si dure qui devait amener la situation actuelle si grave et si sérieuse.

Pour marquer leur dédain, les étudiants hongrois de Cluj brûlèrent dans les rues, au milieu de bruyantes démonstrations, tous les exemplaires du *Mémoire* qui leur était parvenu et répondirent ensuite par une brochure, qui loin de réfuter les assertions du *Mémoire* de Bucarest, n'était qu'un amas de niaiseries à l'adresse des Roumains.

(1) Nom dédaigneux dont se servent les Magyars pour désigner les Roumains et les Italiens.

Les étudiants Roumains de Transylvanie et de Hongrie, répondirent alors à la brochure magyare, par une *Réplique* qui confirmait les assertions du *Mémoire* de Bucarest, et y ajoutait encore d'autres arguments fournis et soutenus par des documents irréfutables. Cette *réplique* entraîna des persécutions inouïes, un procès et une dure condamnation du D^r Aurèle C. Popovici, le principal auteur, un des patriotes les plus valeureux et les plus énergiques et qui maintenant est forcé de vider goutte à goutte l'amer calice de l'exil.

Il n'y a pas longtemps, une délégation de 300 citoyens roumains de la Transylvanie, chargés par la conférence nationale tenue à Sibiu, se rendait à Vienne pour présenter à l'Empereur François-Joseph un *Memorandum* dans lequel ils exposèrent la triste situation des Roumains de la Transylvanie et de Hongrie, en demandant protection et réclamant la tutelle de leurs droits sanctionnés par la Constitution. L'Empereur ne voulut pas recevoir les représentants Roumains, et le *Memorandum* remis au chef de la chancellerie impériale, fut envoyé au gouvernement de Budapest, qui à son tour le transmit au vénérable D^r I. Ratziu, de Turda, président du comité roumain. Ce comité fit publier ce *Memorandum* en plusieurs langues et le fit parvenir aux personnes politiques les plus marquantes de l'Europe. Lorsque les membres de la délégation rentrèrent dans leurs foyers, ils virent leurs maisons dévastées et mises au pillage par la plèbe magyare fanatisée. Ils furent en même temps accusés par le gouvernement magyar de crime de *haute trahison*. A cette fin ils furent soumis à un procédé de justice que nous avons pu voir nous-mêmes, au mois de Mai (1), devant la cour d'assises de Cluj. Ce procès, par sa nature et les scènes scandaleuses qui se produisirent au cours des débats, restera comme un monument indélébile de méchanceté et de cruauté.

(1) Mai 1894.

J'ai eu l'occasion d'assister depuis la première séance jusqu'à la dernière de ce monstrueux drame judiciaire, qui eut pour épilogue la condamnation de tous ces énergiques patriotes jusqu'à 5 ans de prison. Je puis donc affirmer que je n'ai jamais vu quelque chose de pareil, que je n'ai jamais pu m'imaginer une si méchante, une si dégoûtante parodie de la justice, une mystification si impudente et une offense si sanglante faite au sens moral.

*
* *

C'est surtout depuis 1891, lorsque la question roumaine prit un puissant essor, que toute la presse de l'Europe et tous les hommes politiques les plus éminents se sont prononcés en faveur des Roumains. Le peuple italien, qui a tant de relations indissolubles avec les Latins du Danube si vaillants et si agités, ne pouvait rester froid et insensible à leurs souffrances. Il ne laisse passer nulle occasions pour manifester à ses frères sa profonde sympathie et ses sentiments de solidarité. Le procès du *Memorandum* donna lieu à un solennel et imposant plébiscite en faveur des opprimés. Tous les journaux italiens, les plus connus et les plus répandus, stigmatisèrent avec ardeur les vilenies de la politique de magyarisation, tous avaient des paroles d'admiration et de compassion pour les victimes de la tyrannie magyare. M. Imbriani, toujours animé de nobles sentiments, déclare en pleine Chambre : *Envoyons, messieurs, un mot de sympathie au peuple Transylvain, qui lutte pour son indépendance* et cette proposition rencontre une très grande et enthousiaste adhésion. Il n'y a pas longtemps, l'illustre Président de la ligue roumaine, le sénateur, professeur V. A. Urechia, historien distingué, ancien ministre de l'Instruction publique, se décida de présenter aux martyrs de Cluj, à leur entrée en prison, un *album* de souvenirs qui renfermait les salutations et les

meilleurs vœux des amis de la nation roumaine. Nos hommes les plus éminents dans les sciences et les lettres, députés, sénateurs, hommes politiques, journalistes, furent prêts à donner leurs autographes. De César Cantu à Degubernatis, de Giosue Carducci à Maineri, de Luigi Palma à Ettore Ferrari, de Tullo Massarani à Graziadia Ascoli, de Clemente Corte à Giuseppe Ceneri pour n'en mentionner que quelques-uns, tous les noms les plus célèbres figurent dans cet *album*. Tous ont signé des paroles chaudes et flatteuses en faveur des condamnés de Cluj, tous ont fait des vœux ardents pour l'avenir de la nationalité roumaine, pour le triomphe de la justice foulée aux pieds par les descendants d'Atilla. Tous ces hommes eurent l'honneur de se voir insultés par les journaux hongrois. On peut citer l'officieux *Pesti Naplo* qui, parlant de l'*album*, dit que c'est *une rare collection d'une crasse ignorance, d'absurdités politiques, d'erreurs ridicules et d'assertions mensongères*.

Ces démonstrations de sympathie, que les Italiens manifestèrent pour leurs frères Roumains ont tellement troublé les rêves du gouvernement hongrois, qu'il se décida d'envoyer un de ses émissaires dans notre péninsule, pour faire propagande de pan-magyarisme et nous exposer les merveilles les plus fantaisistes qu'on puisse imaginer.

Cet émissaire qui devait nous apporter la lumière du pan-magyarisme n'est autre que le chevalier Lipot Ovary, ce terrible courrier du gouvernement hongrois, qui va de Florence à Naples et de Rome à Milan, pour prêcher, même devant ceux qui ne veulent pas l'entendre, le mot de ses patrons et exécuter leurs plans, sans obtenir cependant les fruits désirés.

Ce n'est pas pour la première fois que M. Ovary vient chez nous en mission, chargé par le gouvernement magyar. Il était déjà venu l'année passée ; il se démena, s'agita, courut

d'un endroit à l'autre, pour ne rien obtenir en fin de compte. Sans se décourager de ce premier et très beau fiasco, M. Ovary reprit les tentatives, mais on peut affirmer qu'il n'eut pas meilleure chance que l'année passée.

Il se trouve, en effet, depuis quelques semaines en Italie. Et qu'a-t-il obtenu. Rien, absolument rien.

Une conférence qu'il répète, de ville en ville, comme un phonographe d'Edison, et qui avant même son arrivée en Italie fut annoncée par les journaux magyares à la solde de M. Wékerlé eut un succès... d'hilarité. Ne mettons pas à l'actif de M. Ovary un article du *Diritto*, écrit sous sa dictée ou à son inspiration, car cet article est trop... naïf pour qu'il puisse lui gagner des prosélytes à la cause du pan-magyarisme.

*
* *

J'avoue que j'eus une forte surprise lorsque je vis un journal comme le *Diritto*, qui soutint toujours la cause de nos frères Latins d'Orient, de se dédire un jour avec la plus grande désinvolture, sur ce qu'il avait soutenu auparavant et de passer avec armes et bagages au camp des oppresseurs. Ma surprise fut encore plus grande quand je le vis soutenir gravement et sérieusement toutes les absurdités et toutes les niaiseries qu'on peut lire dans l'article : *Magyars et Roumains*, publié dans le N° 233 (1).

Le *Diritto* commence tout d'abord par exprimer son propre désir de voir les Roumains et les Magyars établir une conciliation.

Je n'hésite pas à déclarer que je voudrais ne plus voir dans le dictionnaire le mot *conciliation*. C'est tout simplement le drapeau de Pilate, le mot d'ordre de tous ceux qui veulent brûler un cierge pour Satan et un autre pour Saint

(1) de 1894. — Note du traducteur.

Antoine. Ce mot résume toute une théorie, qu'on voit triompher aujourd'hui, dont le caractère principal est l'absence de toute foi et de tout idéal, dépourvue de base, et qui est la négation même de tous les principes obtenus à la suite des efforts intellectuels de l'humanité. Lorsqu'ils prononcèrent le mot de *conciliation*, les Pilates modernes, s'inquiétèrent fort peu des grandes questions qui intéressent l'avenir des peuples. Ils mirent parfaitement d'accord leurs comptes, avec la loi morale qui nous impose de combattre l'injustice et le mal, et de cultiver l'équité et le bien.

Pour moi, le mot *conciliation* constitue une doctrine froide, méprisable et faible, et en même temps un délit et un blasphème contre le devoir, parce qu'elle facilite le triomphe des prétextes injustes au moyen des transactions inacceptables et imposées le plus souvent par la force. Les questions se résolvent, elles se résolvent suivant l'esprit de justice, mais ne se concilient pas. *Concilier* veut dire en politique et en diplomatie donner à celui qui attend quelque chose, une minime part de ses droits pour le forcer de se taire, ce qui est brutal et immoral. Pour concrétiser le cas, qu'y a-t-il de conciliable entre les Roumains et les Hongrois ? Absolument rien, parce que la question se réduit tout simplement à ceci : les Magyars veulent magyariser de force les Roumains de Transylvanie et de Hongrie ; ceux-ci de leur côté résistent à toute absorption et ne veulent renoncer à aucun de leurs droits nationaux. Ils demandent à être traités en Hongrie comme une nation libre, comme un groupe pouvant jouir dans toutes leurs affaires des mêmes droits que la nation magyare. En conséquence, tant que la nation roumaine ne sera reconnue comme nation libre et complètement autonome dans ses affaires administratives, judiciaires et d'instruction, il est superflu et absurde de parler de conciliation entre l'élément magyar et l'élément roumain .

Certes, ce serait une chose utile et avantageuse pour l'Europe, si les Roumains et les Hongrois étaient en relations de sincère amitié, en face et au milieu de plus de 120 millions de Slaves. Sur ce point les Roumains n'ont pas négligé depuis 1848 de faire connaître au sein du Parlement et par la presse, l'absolue et l'urgente nécessité d'établir entre Roumains et Magyars un *modus vivendi*, une harmonie fraternelle qui leur permette de résister aux périls continuels qui menacent les deux nations. On ne peut rien imputer aux Roumains, si les Hongrois ne veulent pas renoncer à leur manie d'oppression et d'absorption, voulant arriver à une conciliation entre Roumains et Hongrois sur la base d'une politique de magyarisation, c'est essayer d'unir l'eau avec le feu.

Le *Diritto* ajoute encore. « Les Hongrois sont dans leur droit de ne pas tolérer à être présentés à l'Europe comme des tyrans et des oppresseurs ; c'est pour cela (que les lecteurs remarquent ce magnifique *c'est pour cela*) qu'ils nient la vérité des accusations dirigées contre eux à la suite de l'agitation des Roumains de Transylvanie, et rappellent surtout le décret de 1848, quant, — à peine arrivés à la liberté, — ils proclamaient l'égalité et la fraternité entre toutes les nationalités de l'État Hongrois ». Il continue pour reprocher aux Roumains d'avoir combattu en 1848-49 avec les Croates contre les Magyars.

Ainsi donc, suivant le *Diritto*, les Hongrois nient sans cesse la vérité des accusations que les Roumains dirigent contre eux *parce qu'ils ont souci à ne pas être présentés à l'Europe comme des tyrans et des oppresseurs*. Ils nient, par conséquent, parce qu'ils ont intérêt à nier comme le vulgaire malfaiteur qui, convaincu de son délit par des preuves écrasantes, nie son propre délit jusqu'au gibet même, pour ne pas se montrer en public tel qu'il est.

Il importait fort peu au public de connaître par le *Diritto*, que les Magyars nient les accusations dirigées contre eux, pour n'être pas considérés comme des tyrans et des oppresseurs. C'est une chose que chacun peut supposer sans être doué d'une sagacité extraordinaire. Ceux qui ont lu cet article s'attendaient naturellement à ce que le *Diritto* s'exprime d'une manière plus explicite, si ces accusations sont ou non fondées, si les Magyars sont ou ne sont pas des oppresseurs et des tyrans. Si ces accusations sont vraies les Magyars commettent la faute de les nier, si elles ne sont pas vraies, le *Diritto* devait ajouter que les Magyars réfutent ces accusations parce qu'elles sont fausses. Il eut été, en effet, téméraire de déclarer faux des événements qui se passent sous nos yeux, appuyés de documents écrasants, et qui dorénavant appartiennent à l'histoire. Le *Diritto* a cru être prudent en fermant les yeux.

Le reproche que le *Diritto* fait aux Roumains d'avoir combattu en 1848 les Hongrois est étrange.

Que désiraient donc les Magyars lorsqu'ils mirent en œuvre leur fameuse révolution ?

Ils ne voulaient ni plus ni moins que la séparation de l'Autriche et l'assimilation de toutes les autres nationalités qui faisaient partie du royaume de Saint-Etienne. C'est encore aujourd'hui le but dans leurs barbares systèmes d'oppression.

Il est donc naturel que les Roumains, les Croates, les Serbes et les Slovaques qui tous aspirent à leur propre indépendance, prennent les armes contre les Magyars pour les empêcher de devenir leurs bourreaux.

Si les Hongrois s'étaient levés sincèrement et loyalement avec le cri de : *Guerre à l'Autriche. — liberté aux opprimés de l'Autriche*, les choses seraient envisagées d'une toute autre manière.

Le *Diritto* ajoute encore que les Hongrois en 1848 proclamèrent l'égalité et la fraternité de toutes les nations du royaume de Saint-Etienne. Tous les oppresseurs des peuples augmentent la torture de leur tyrannie par l'ironie de paroles bruyantes de liberté et de fraternité. Et c'est ainsi que dans la pensée des Hongrois, l'égalité de toutes les nations de la Hongrie signifie l'application d'un même traitement à toutes les nations magyares, ce qui veut dire la complète extirpation et la fusion de toutes ces nations dans l'élément hongrois sans exception. Nous prouverons par ce qui suit que les choses se passèrent telles que nous les avons exposées.

Le funeste système du dualisme était à peine inauguré, que les Hongrois s'empressèrent de créer une multitude de lois inventées à dessein, pour la destruction des différentes nationalités. Sans jamais la consulter, ils contrariaient plutôt la volonté de la nation roumaine de Transylvanie, qui constitue la majorité absolue de tous ses habitants ; ils anéantirent l'autonomie de la Transylvanie et fondirent ce malheureux pays dans la Hongrie. Ils redoublèrent enfin toutes les tortures qu'eux-mêmes disent avoir subies pendant l'absolutisme autrichien, contre les nationalités soumises à leur hégémonie.

Le *Diritto* demande ironiquement aux Roumains quels sont les avantages qu'ils ont obtenus de leur adhésion à l'Autriche contre le mouvement révolutionnaire des Hongrois.

Ils n'obtinrent certes pas tout ce qu'ils espéraient, mais il leur fut pourtant accordé quelque chose : le servage fut aboli, ils devinrent de petits propriétaires fonciers, ils eurent le droit de résider dans les villes, de fonder des écoles secondaires roumaines et, plus tard ils entrèrent, comme les Hongrois et les Szeklers, dans la Diète du pays.

Lorsque les plus forts finirent par triompher, les Roumains

perdirent l'appui du souverain. Ce changement s'explique par le grand tort qu'eurent toutes les sphères politiques de Vienne de trembler à chaque mouvement qu'on faisait en Hongrie, et dans la circonstance que le chef de l'Empire autrichien doit être faible par destin, ce qui nous fait prévoir le jour, peut-être pas trop éloigné où la séparation de la Hongrie, nous fera assister à la chute et à l'ébranlement de tout le monstrueux édifice qui compose le domaine de la maison des Habsbourg, et dont chaque pierre cimentée par le sang des opprimés porte la marque d'un monument d'infamie. En tout cas, si les Hongrois n'avaient pas réussi dans leurs intentions, et n'étaient arrivés par leur audace au rôle de maîtres des populations de la Hongrie, les Roumains qui, du moins, ne souffraient pas tant sous l'absolutisme autrichien, ne seraient pas réduits à endurer les exactions des pseudo-constitutionnels magyares. Quelque pesant que fut pour les Roumains le système de l'absolutisme autrichien, il leur était cependant permis d'envoyer des députés au Parlement, d'ouvrir des écoles, de fonder des associations et des institutions de culture nationale; tout cela leur est interdit sous le régime de la liberté constitutionnelle hongroise. Sous l'absolutisme autrichien on ne nous parlait pas de ces institutions fondées par les Hongrois, comme le *Kulturegylet* ou association de magyarisation, les *Kisdedovo* et tant d'autres ayant pour but l'anéantissement de la nation roumaine. Sous l'absolutisme autrichien enfin, aucun journaliste roumain ne fut condamné à la prison, tandis qu'aujourd'hui les procès de presse et les condamnations se succèdent sans interruption. Ce sont des vérités que personne ne peut contester. On a glorifié de toutes façons la part que les Magyars ont pris à notre épopée nationale. Ce n'est pas moi qui voudrait nier ici l'appui donné par les Magyars à la cause de l'indépendance italienne, quoique tout le monde sait que cet appui

n'avait d'autre mobile que la théorie pratique et prosaïque du *do ut des*. On sait que lorsque l'Autriche envoya contre eux le fameux *ban Jellacich* avec ses Croates, Louis Kossuth fut averti qu'il ne pouvait avoir de l'Italie l'appui qu'il en espérait ; il n'hésita pas alors de déclarer solennellement que la Hongrie séparait sa propre cause de celle de la révolution italienne, la cause hongroise de celle des peuples.

Du reste, les Magyars furent toujours très peu sincères dans leurs rapports avec les autres peuples, auxquels ils demandaient l'appui pour la réussite de leur révolution. On en a une preuve dans leur attitude envers les Roumains en 1859. En cette année, les révolutionnaires magyars voulaient conclure une alliance avec le prince Couza de Roumanie contre l'Autriche.

Les instigateurs de cette alliance furent Napoléon III et Cavour, qui avaient nettement déclaré à Kossuth et aux plus influents des émigrés hongrois, qu'ils devaient résoudre la question des nationalités et particulièrement celle des Roumains de Transylvanie, sans quoi l'avenir de la Hongrie n'était pas assuré.

Les bases de cette alliance étaient déjà fixées et elles concordent exactement aux postulats contenus dans le *Memo-randum* présenté par les Roumains à l'Empereur François-Joseph, et qui donna lieu au fameux procès de Cluj. Mais l'alliance ne put être conclue à cause des intrigues des chefs magyars. Quelques documents tombés dans les mains du ministre Kogalniceanu et par conséquent du prince Couza, ainsi que diverses lettres échangées entre Klapka et Kossuth, découvrirent l'intrigue qui s'était ourdie. En somme, les Magyars voulurent se servir des Roumains pour atteindre leur but, et puis ils entendirent ne plus tenir les promesses auxquelles ils étaient liés par la convention.

Comme rien n'était encore signé, le tout fut mis en état sur l'ordre du prince Couza.

Un très intéressant ouvrage, publié ces temps derniers par le grand historien roumain, le sénateur V.-A. Urechia, met en relief les détails de cette affaire obscure, avec tous les documents qui s'y rapportent.

N'est-il pas édifiant ce trait de loyauté de la *chevaleresque* nation ?

Mais la raison principale pour laquelle on ne doit pas faire connaître les procédés barbares employés par le gouvernement hongrois contre le Roumains, le *Diritto* nous la fait connaître par ceci : *Dulcis in fundo*.

Cette raison est qu'on ne doit pas « faire obstacle à la puissance du ministère Wékérlé, le plus libéral qu'eût la Hongrie ».

Depuis quand les revendications d'une nation entière doivent-elles être subordonnées aux désirs ambitieux d'un ministère ? Il faut remarquer que le grand journal romain peut exprimer ouvertement son opinion sur l'immense libéralisme du gouvernement magyar actuel ; mais pour ceux qui regardent aux faits, et jugent sans passion les hommes qui composent ce magnifique cabinet, à commencer par M. Wékérlé, ne sont qu'un ramassis d'aventuriers, de sectaires, de tyranneaux de la pire espèce, qui, sous l'égide du libéralisme, foulent aux pieds avec une audace inouïe les lois les plus sacrées de la justice et de l'humanité. En effet, pour le gouvernement magyar, l'institution la plus importante est la police politique, les plus hauts sentiments de civilisation sont la muselière qu'ils imposent à la presse, le *cabinet noir* qu'il a institué dans tous les offices postaux, les bastonnades infligées par les policiers et par les gendarmes à des hommes qui ne se soumettent pas de bonne grâce à l'orthodoxie pan-magyare. Le temps me manque, et cela n'entre pas dans le

cadre de cette brochure, car je pourrais citer des centaines de faits de ce genre.

L'envoi même parmi nous de ce chevalier Ovary qui, avec une prosopée commune à son ignorance, vient reprocher à Imbriani et à Degubernatis leur sympathie pour la nation roumaine, et à nous démontrer par suite de quelle circonstance nous sommes frères de sang des Magyars, parce que certains rois de la famille d'Arpad furent fils d'Italiennes, caractérisent M. Wékérlé et ses collègues, puisque des ministres qui ont recours pour se maintenir à d'expédients si mesquins ne donnent certainement pas la plus plausible preuve de leur capacité.

*
* *

J'ai déjà fait remarquer, au commencement de cet écrit, le succès d'hilarité qu'a obtenu M. Ovary à sa conférence. Le célèbre chevalier a divisé son discours en six parties.

Dans les deux premières parties, il essaye de contester l'origine daco-romaine des Roumains. Il ne conteste pas leur origine latine; il soutient qu'ils ne sont autochtones ni en Transylvanie, ni dans les autres pays de la couronne hongroise, mais qu'ils dérivent des éléments romains épars en Thrace, et que, de là, ils auraient pénétré presque invisiblement dans les régions qu'ils habitent aujourd'hui, après l'arrivée des Magyars.

Une pareille affirmation n'est pas inventée par M. Ovary. C'est le cheval de bataille dont se servent toujours les Magyars pour l'opposer aux justes prétentions nationales des Roumains.

Par bonheur, l'histoire donne à cette affirmation un démenti formel, inopposable et l'émissaire de M. Wékérlé n'a trouvé rien de nouveau pour contredire l'histoire.

Ni M. Ovary, ni aucune autre personne, ne sait nous

donner une preuve capable de nous démontrer quand et comment les Roumeins sont venus dans les Carpathes.

Pourtant, le plus ancien chroniqueur de la Hongrie, le secrétaire anonyme du roi Béla, soutient que les Magyars, à leur arrivée de l'Asie, trouvèrent, dans la région occupée aujourd'hui par les Roumains, trois États roumains différents, et que les princes de ces États ne furent pas vaincus, mais qu'ils conclurent des traités d'alliance avec leurs voisins les Magyars. On a beaucoup de preuves que, jusqu'au XIII^e siècle, dans diverses parties de la région des Carpathes, les Roumains étaient organisés en peuple libre sous des Voïvodes et des Knez, qui, bien que vassaux des rois hongrois, avaient la jouissance de tous droits. Etienne I^{er}, le fondateur du royaume de Hongrie (997-1038), reconnaît à la Transylvanie non seulement l'autonomie absolue, mais encore le *Jus collationis bonorum*, réservé aux seuls souverains.

Après la bataille de Mohacs (1526), la Transylvanie séparée de la Hongrie prit le nom de *Regnum Transylvanie*. Son indépendance, reconnue par les cabinets européens au traité de Westphalie (1648), dura deux siècles. Tour à tour abolie et rétablie par les divers monarques qui se succédèrent depuis Léopold I^{er} (1658-1705) à l'Empereur Ferdinand, l'autonomie de la Transylvanie disparaît en 1848 pour s'éteindre complètement en 1865. D'autre part, comme l'on sait, l'histoire, la langue, les coutumes, le type et le nom même des Roumains sont des arguments suffisamment éloquents, pour démontrer que ces frères latins d'Orient sont — malgré tous les bavardages de M. Ovary — les descendants directs des colons de Trajan. En même temps, la plupart des historiens, parmi lesquels je citerai Gibbon, Ranke, Jung, Kiépert, Miklositch, Pic, Fessler, Victor Duruy, Traugott Tam, pour ne pas mentionner toute une série d'historiens rou-

mains très distingués, admettent sans contestation l'autochtonie des Roumains dans la Dacie. L'opinion de ces historiens a pour moi un poids incomparablement plus grand que ne l'a le verbiage et les sophismes du chevalier Lipot.

Dans la troisième partie de son merveilleux discours, le brave janissaire de la politique pan-magyare, veut prouver que la question roumaine n'existe pas, que l'agitation de ces malheureux opprimés n'est que le masque qui couvre des sentiments irrédentistes et des menées panslavistes.

Aujourd'hui, il n'y a plus de Magyar de bonne foi, qui ne doit reconnaître qu'il existe en Hongrie une question roumaine; qu'il est ridicule de faire remonter le mouvement roumain à l'agitation de quelques séducteurs au lieu du légitime mécontentement de tout un peuple exploité, que les exigences des Roumains de Hongrie n'ont rien de subversif et qu'il serait dans l'intérêt même de l'État hongrois de les satisfaire. Ce n'est que pour M. Wékérlé que la question roumaine n'existe pas, comme il l'a déclaré dans un de ses récents discours; et n'existant pas pour M. Wékérlé, elle ne doit naturellement pas exister non plus pour Lipot Ovary, ce qui le pousse de recourir à l'histoire d'une fausse accusation d'irrédentisme et de panslavisme.

L'accusation d'irrédentisme dirigée contre les Roumains qui convient si bien à leurs oppresseurs, a été détruite déjà tant de fois et avec beaucoup de succès qu'il ne vaut plus la peine d'en parler.

Il est étrange, en effet, de voir les Magyars qui n'eurent pas de scrupules pour lever le drapeau de la révolution, de tenir l'épée contre leur souverain et de révolutionner un tiers de l'armée, sinon tout le pays, prétexter aujourd'hui une peur des Roumains, dans les protestations desquels personne ne peut saisir une phrase, une parole même, qui tra-

hisse des velléités de révoltes contre la monarchie et le souverain.

Mais souvent l'intention première des tyrans est de se cacher dans la peau de l'agneau.

Tout le monde sait que les Roumains de Transylvanie sont des sujets fidèles de l'empereur François-Joseph et n'ont pas la moindre intention d'attenter à l'unité de l'Empire austro-hongrois. Ce qu'ils demandent c'est le respect de leurs droits nationaux, et la restitution de l'autonomie de la Transylvanie, qui ne se détacherait pas du royaume hongrois, mais continuerait à en faire partie comme une province fédérée, ce sera du reste la solution que la question roumaine en Hongrie devra avoir, tôt ou tard, par voie pacifique ou autre.

Quant au panslavisme, ce n'est que la bête noire accoutumée des Magyares, pour voiler sinon pour justifier leur féroce attitude envers les nationalités non-magyares.

Certes, l'Europe centrale et occidentale doit craindre beaucoup du panslavisme et cela non pas par la faute des Roumains, mais par la faute des Magyares eux-mêmes, car avec leur chauvinisme immodéré et insensé ils ont créé dans le royaume de Saint-Etienne un foyer de discordes telles que l'invasion du panslavisme, trouvera ouvertes mille portes au moment fatal où il se décidera à poursuivre sa marche vers l'Occident.

M. Ovary ajoute que des écrivains roumains autorisés condamnent l'agitation nationale roumaine. Qui sont ces écrivains autorisés ?

La plante des traîtres et des renégats ne pousse pas parmi les Roumains, mais comme chaque règle a son exception il n'y a pas à s'étonner qu'il se trouve des misérables même au milieu d'un peuple noble et généreux, comme le serpent venimeux se cache parmi les fleurs. L'assentiment de ces quel-

ques misérables sert à M. Ovary pour accréditer ses impostures et ses insinuations malveillantes.

Les citations dont le célèbre chevalier fait beaucoup de cas sont celles de Moldovan Gherghely.

Qui est Moldovan Gherghely ? Vous le verrez tout à l'heure.

Moldovan Gherghely, un de ces Roumains dégénérés dont je fais mention plus haut, était un pauvre copiste, nommé par les Magyars inspecteur scolaire. Il ferma un grand nombre d'écoles roumaines et se déclara renégat ; on lui donna en fait de récompense le poste de commissaire de police à Cluj, et en cette nouvelle qualité, il commit tant d'exactions contre les Roumains, qu'il mit la terreur dans toute la contrée, ce qui lui valut de la part du gouvernement une nouvelle récompense.

Il existait depuis quelques années à Cluj une société d'étudiants roumains appelée *Julia*, dont le président était le Dr Silasi, professeur de langue et de littérature roumaine à l'Université de cette ville. A l'occasion d'un banquet donné par cette société, les étudiants magyars envahirent la salle, frappèrent et blessèrent les convives, entrèrent ensuite dans les habitations de quelques-uns d'entre eux et les mirent au pillage. Ils continuèrent encore impunément pendant quelques jours et quelques nuits, la terrorisation contre les Roumains. La société *Julia* fut dissoute. Le Dr Silasi fut mis à la retraite, et Moldovan Gherghely fut nommé à sa place.

Dans une nuit d'orgie et de terreur les étudiants magyars lui offrirent le titre de docteur, qu'il s'empressa d'accepter et auquel le gouvernement donna force légale (1).

Depuis lors, le nouveau professeur commença contre les

(1) On peut juger d'après ces faits, du niveau intellectuel des écoles magyars, Note du traducteur.

Roumains une propagande des plus actives, par des pamphlets qui débordent de mensonges, de calomnies et de provocations.

Tels sont les maîtres de M. Ovary. — C'est le cas de dire : *Tales magistri, talis discipulus*. Je puis toutefois citer des Magyars sérieux et indépendants qui ne se dissimulent pas la gravité et le péril de la question roumaine. Un publiciste hongrois bien connu, le Dr Benedikt Jankso, qui ne peut être suspecté, écrivait il n'y a pas longtemps dans le journal hongrois *Egyétertés* : « La question roumaine, et celle des nationalités en général, sont le véritable talon d'Achille de l'État hongrois..... Négliger la question par de simples phrases serait une erreur politique et un délit politique. Cette question prend des proportions effrayantes, avec une rapidité incroyable comme l'incendie d'une forêt. »

Passons maintenant à la quatrième partie des élucubrations de M. Ovary. Dans cette quatrième partie, il s'occupe de la Transylvanie, de ses limites ethnographiques, pour atténuer naturellement l'importance numérique de la population roumaine. Il n'est pas nécessaire de se dépenser en trop de paroles, du moment que les chiffres parlent ; ils nous font savoir, suivant la dernière statistique officielle, que la population de la Transylvanie se compose de 1,184,883 Roumains, 630,447 Magyars et 211,748 Saxons. Ainsi donc, en Transylvanie, le peuple roumain constitue, à l'égard des Magyars et des Saxons pris ensemble, la majorité absolue de la population. Le verbiage de tous les Ovary et de tous les Gherghely du monde ne peuvent en rien modifier cette situation.

Mais, affirme M. Ovary, si les Magyars sont, en Transylvanie, inférieurs en nombre aux Roumains, ils le sont pourtant supérieurs au point de vue intellectuel.

Rien de vrai dans tout cela. Je sais bien que c'est une habitude des Magyars de vouloir imposer comme dogme

une assertion, soit par esprit d'orgueil, soit par chauvinisme, soit pour justifier l'exclusion des Roumains des fonctions et des emplois publics; mais rien n'est plus faux qu'une pareille affirmation.

Nous le prouvons par le grand nombre d'hommes vraiment importants qu'a fourni la Transylvanie aux lettres, aux arts et aux sciences. Il y a encore, parmi les Roumains de Transylvanie, un très grand nombre d'hommes qui se distinguent comme médecins, avocats, ingénieurs et publicistes, et le nombre en serait encore plus considérable, si les persécutions que les Magyars leur infligent ne les contraignaient pas à émigrer dans le royaume de Roumanie.

Rodolphe Bergner, parlant des émigrés en Roumanie, s'exprime ainsi : « Les Roumains de Transylvanie occupent une place importante parmi les émigrés. Leur nombre peut être calculé à 15,000 au moins. On choisit parmi eux des députés, des centaines de médecins, professeurs, employés et publicistes. Ce sont tous des hommes qui ont été forcés d'abandonner leur patrie, à cause du chauvinisme magyar qui leur en rendent le séjour insupportable. Leur activité n'a pas de terrain au-delà des Carpathes; dans le jeune royaume leurs forces peuvent être employées fort bien (1).

La prétendue supériorité des Magyars, en fait de puissance intellectuelle, n'est qu'une fable, comme toutes les autres, de M. Ovary.

Nous arrivons à la cinquième partie, où le digne chevalier veut démentir l'empêchement du développement intellectuel des Roumains et démontrer que, s'il y a aujourd'hui une civilisation roumaine, elle est due à l'État hongrois, et que les Roumains jouissent en Hongrie des mêmes droits que les Magyars.

(1) Rud. Bergner. *Rumänien, Eine darstellung des Landes und der Leute.* — Breslau et Bucarest, J. V. Kern et Comp., 1887, pag. 25.

J'ai déjà fait remarquer la magyarisation par les écoles et par les institutions plus que barbares des *Kisdedoro* et des *Kultaregylets*, et si cela ne signifie pas l'oppression des Roumains, je ne sais vraiment ce que devraient faire les Magyars pour mériter un pareil blâme.

L'honnête Lipot compare la situation de l'enseignement en Roumanie avec celui de la Transylvanie, pour arriver à la conclusion que cette dernière se trouve dans de meilleures conditions en ce qui concerne le nombre des écoles primaires. Il oublie toutefois de dire que la grande majorité de ces écoles ne sont pas fondées par les Magyars, mais qu'elles datent au contraire du temps de l'autonomie du Grand-Duché, et qu'aujourd'hui elles existent grâce aux contributions volontaires des Roumains, la subvention de l'Etat hongrois étant absolument dérisoire.

Presque tous les États dépensent pour l'instruction publique, dix, quinze ou vingt pour cent de leur revenu.

La Roumanie, un petit État, avec une population d'environ 7 millions d'habitants, dépense annuellement près de 15 millions de francs, tandis que la Hongrie deux fois plus grande, et avec une population de 15 millions d'habitants, dépense 6,061,018 florins, ce qui correspond à deux pour cent de la dépense générale de l'État. — Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que les Roumains, les Serbes, les Saxons, etc., entretiennent leurs propres écoles à l'aide de contributions privées; et c'est de cette manière que, pour l'instruction d'environ six millions de Magyars, la somme annuelle de 6 millions de florins est suffisante.

Est-ce clair, très respectable M. Ovary?

Mais M. Ovary affirme encore que s'il y a aujourd'hui une civilisation roumaine, elle est due à l'État hongrois. Il démontre par cela avoir une assez médiocre conception sur les connaissances historiques de ses lecteurs.

En effet, sur quelles bases cette assertion de M. Ovary est-elle fondée ? — Sur le fait que les princes calvinistes de la Transylvanie imprimèrent également des livres roumains.

Mais quels étaient ces livres ? C'étaient des livres religieux dont le but n'était pas de donner une impulsion au développement intellectuel des Roumains, mais uniquement pour attirer les Roumains au calvinisme. Cela est clair comme le jour. Du reste, *la plus belle fille de France ne peut donner ce quelle n'a pas* ; et la civilisation magyare, qui en ce temps-là était elle-même dans un état purement rudimentaire, ne pouvait pas donner aux autres ce dont elle-même manquait.

Ce fut l'union de l'église de Transylvanie avec l'église de Rome, qui donna une véritable et durable impulsion à la culture nationale des Roumains. Mais ce n'est pas à la suite de l'initiative du magyarisme que l'union des églises s'effectua mais bien par la Cour de Vienne et contre la *camarilla* magyare calviniste de Transylvanie.

Les jeunes théologues roumains envoyés à Rome, à la suite de l'union des deux églises, transportèrent d'ici dans leur patrie, les influences de la civilisation occidentale, et devinrent en même temps les apôtres du catholicisme et du roumanisme. Dans la ville éternelle ils apprirent combien ils devaient être fiers de leur origine latine et jurèrent de ne pas abandonner pour rien au monde une langue qui avait tant d'affinité avec celle de l'auguste capitale du catholicisme et de la latinité.

M. Ovary est encore parfaitement servi sur ce point.

Mais que répondre à ce Monsieur, lorsqu'il vient nous dire que les Roumains et les Magyars sont tous considérés comme citoyens hongrois égaux ?

De tout ce que l'on vient de dire, il ressort, je pense, assez clairement, si les Roumains et les Magyares sont égaux devant l'État hongrois et s'ils jouissent de l'égalité de droit,

Cependant on pourrait écrire un volume sur tout ce qu'on a dit. et l'on aurait de la peine à en finir.

La loi électorale spéciale, par exemple, et celle non moins spéciale sur la presse qui sont en vigueur en Transylvanie ne sont pas faite pour tous les citoyens de la Hongrie, ni certainement pour favoriser les Roumains ; et puis, il n'est aujourd'hui un secret pour personne de savoir avec quelle impartialité les Magyares appliquent les lois lorsqu'il s'agit de punir les Roumains.

Je ne montrerai pas ici *la fameuse soi-disant loi de l'égalité des nationalités*, qui, avec toutes ses restrictions et toutes ses clauses se réduit plutôt à une véritable *loi de domination*. Les Roumains ne jouissent donc pas en Hongrie des mêmes droits que les Magyares, mais ils sont au contraire, réduits à une véritable situation d'ilotes ; les Magyares le savent et font tout leur possible pour qu'on n'en connaisse rien à l'étranger.

M. Ovary n'a voulu épargner aux Roumains, ni les récriminations habituées, pour leur attitude passive qu'ils avaient adoptée lors des élections de 1883.

Entendons-nous : comment les Roumains réussissaient-ils lorsqu'ils prenaient part aux élections ?

Ils ne réussissaient qu'à s'exposer aux railleries de la noble nation dominante de voir leurs droits foulés aux pieds et d'attirer sur eux les brutalités des autorités magyares, qui poussèrent la violence jusqu'à empêcher aux électeurs l'accès des urnes avec des troupes, baïonnettes au canon, comme cela est arrivé dans le cercle électoral de Cehul-Silvaniei, centre des populations presque entièrement roumaine.

J'ai déjà fait remarquer les dispositions de loi qui mettent les Roumains dans une position beaucoup plus inférieure par rapport aux Magyares. Mais lorsque ces dispositions sont jugées insuffisantes pour faire triompher le candidat du gou-

vernement les votes des électeurs sont falsifiés. Il arrive assez souvent que le président de la circonscription déclare dès le début de l'élection qu'il annulera tous les votes des candidats roumains et proclamera élu le candidat magyar quand même celui-ci n'aurait obtenu que la minorité des voix. Dans de pareilles conditions, il est naturel que les Roumains aient renoncé à participer aux élections, comme du reste les Slovaques ont été obligés de le faire, alors même qu'ils pourraient envoyer quelques députés au Parlement. Ils ne feraient par cela que reconnaître et consacrer une situation de droit et de fait qui est la négation la plus éhontée des principes de justice les plus élémentaires.

La dernière partie du discours de M. Ovary est tout un éloge fait à ses patrons en même temps qu'au gouvernement hongrois dont il vante l'esprit de *patience* et de *conciliation* en face de *l'agitation roumaine*.

Nous ne poussons pas l'audace de nous rendre à ce chevalier miraculeux lorsqu'il vient nous parler de l'esprit de patience et de conciliation d'un gouvernement qui a suscité l'horreur et l'indignation de tout le monde civilisé avec le spectacle des tyrannies et des barbaries auquel il a fait assister l'Europe.

Il ne manque pas pourtant, et cela est très naturel, d'encenser M. Wékérlé que le brave Lipot prétend être aimé et vénéré par les populations roumaines de la Transylvanie, qui vivent en tranquillité et contents, au sommet de la félicité.

Cela paraît un conte, n'est-ce pas ?

Les lecteurs se rappelleront sans doute la ridicule comédie parlementaire jouée au mois de mai dernier par M. Wékérlé. Il venait de remettre sa démission à François-Joseph, et puis revint brusquement au pouvoir, à l'indignation de tous. Ceux qui n'ont pas vu, comme j'ai eu l'occasion de le voir moi-même, la joie avec laquelle les populations roumaines

de la Transylvanie accueillirent la chute de cet odieux ministre, ne peuvent se faire une idée de *l'amour* et la *vénération* que M. Wékérlé inspire à ses administrés non-magyares.

Je ne dis pas cela pour exprimer la moindre conviction, que sous un autre ministère, la condition des nationalités opprimées sera changée. Je le dis tout simplement pour montrer à quel point peut arriver l'effronterie de l'agent du gouvernement hongrois.

Mais le chevalier Lipot Ovary se révèle comme un misérable dans toute l'acception du mot, quand il affirme que le fameux procès du *Memorandum* ne fut qu'un simple *procès de presse*, et qui en tout autre pays se serait terminé par une sentence beaucoup plus sévère.

Ce procès monstrueux qui constitue une tache indélébile pour les sectaires qui l'ont engagé, a été blâmé énergiquement par la presse indépendante du monde entier. Il a provoqué les protestations de tous les grands écrivains et hommes politiques tels que Gladstone, Jules Simon, Rochefort, Coppée, Émile Zola, Juliette Adam, Clémenceau, pour ne pas parler de nos compatriotes et de tant d'autres hommes distingués de l'Espagne, de la Belgique, de la Hollande, de l'Autriche et de l'Allemagne; ce procès, dans lequel des juges vendus ont prononcé des condamnations énormes contre d'illustres patriotes qui n'avaient commis d'autre crime que celui d'avoir demandé justice pour leurs condamnations à leur propre souverain; ce procès, dans lequel les accusés se sont vus privés du droit de défense, étant chaque jour l'objet des injures et des menaces de la part des jurés sottement orgueilleux, dominés par l'esprit de vengeance fut donc pour M. Ovary la chose la plus simple et la plus naturelle et son résultat trop bénin. Les glorieux martyrs devraient être garottés pour que ces fameux apôtres de la liberté fussent contents.

Oh ! malheureux faussaires, violateurs de conscience, vous voulez que le peuple italien fut avec vous et applaudisse à vos infamies ; ce peuple noble et généreux qui s'émeut de toute souffrance, qui s'enthousiasme de toutes les grandes idées qui a sacrifié pour elle nombre de martyrs sur le gibet et sur le champ de bataille ?

Oh ! non, malgré tout ce que diront et feront ces mandataires d'un gouvernement corrompu et corrupteur, il n'arrivera jamais à ce que l'Italie renie ses frères latins, pour se faire les compaguons obscènes des dignes descendants d'Atilla. Et cette visite que nous rend M. Ovary ne fera qu'augmenter dans le cœur des Italiens le mépris qu'ils ressentent déjà pour les Magyars oppresseurs d'un peuple intelligent, généreux, qui a bien mérité de la civilisation et qui est digne des sympathies du monde.

L'oppression inouïe que les Magyars exercent contre le peuple roumain et contre les autres nationalités qui ont tout autant qu'eux le droit de vivre et de se développer, est une insulte à l'esprit des temps modernes et aux principes les plus sacrés de la liberté. Les Magyars ne devraient pas ignorer que la violence et la persécution ne peuvent étouffer un peuple qui est décidé à revendiquer à tout prix ses propres droits. Et plus les oppresseurs font outrage à l'humanité et à la justice, plus le triomphe est complet et exemplaire, quand même il n'arrive que plus tard. Mais c'est précisément parce qu'il voit approcher le jour suprême du *dies iræ*, que la *chevaleresque nation dominante* redouble de forces, s'excite, crie et rage, impuissante à arrêter le chemin fatal de la liberté. Aussi, pendant que des émissaires de M. Wékerlé cherchent à fausser en Italie l'opinion publique, d'autres s'agitent pour que la Question Roumaine ne soit pas discutée dans le Congrès interparlementaire tenu à La Haye, si quelquefois l'on avait songé à l'y introduire. Pendant que M. Ovary

faisait ses tournées dans les villes italiennes, un autre bouffon émérite, M. le général Étienne Türr, pour présenter la Question Roumaine sous une fausse lumière, publiait une lettre ouverte « Au Président de la Société Française de la Paix », M. Frédéric Passy, dans laquelle il prétend que les *doléances des Roumains sont basées sur des persécutions imaginaires, démenties par le fait que durant des siècles les Roumains de Hongrie ont conservé leur langue, leur religion et leur coutume, ce qui ne serait pas arrivé si les Hongrois étaient arrivés à tout magyariser par la force.*

Cher Monsieur Türr, général et chevalier, si vous n'avez pas d'autres arguments pour défendre vos amis, franchement il aurait mieux valu vous taire. On devrait être très naïf pour ne pas comprendre que la non-réussite des Hongrois à magyariser les Roumains, ne veut point dire qu'ils n'auraient pas travaillé dans ce but, et qu'ils n'y travaillent actuellement avec tous les moyens licites et illicites. Cela veut dire qu'il n'est pas très facile d'anéantir une nationalité, surtout quand cette nationalité est supérieure par les traditions historiques, par la noblesse de ses coutumes, par l'activité du peuple, par le progrès des idées, par la culture des lettres et par les sciences. Il suffit, du reste, de jeter un coup d'œil sur les journaux hongrois, surtout sur ceux du gouvernement, pour se convaincre qu'à chaque pas on affirme, avec la plus brutale grossièreté, le principe dominant de toute la politique magyare qui tend à l'anéantissement des autres races.

Il n'y a pas longtemps que le gouvernement de Pesth adressait ses félicitations et ses encouragements à l'un des écrivains hongrois des plus connus, Kostensky-Geza, pour un ouvrage intitulé : *La Politique nationale*, et où il disait : « *Laissons de côté le mensonge conventionnel que nous ne*

voulons pas supprimer les nationalités non magyares. Si, nous voulons les supprimer et nous devons le vouloir. »

* * *

Avec cela, j'ai terminé. L'indifférence absolue que notre public a montré aux agents de M. Wékerlé, l'hilarité qu'a suscité le grand Ovary avec son discours qu'il est allé réciter dans toutes les villes où il a fait sa tournée, rendaient quelque peu superflue cette réplique. En tout cas, ces mystificateurs apprendront que nous savons qu'ils nous ont été envoyés de Budapest, que dans notre pays on connaît trop bien le vrai état de choses du royaume hongrois, pour qu'ils puissent trouver un terrain favorable pour faire passer leurs impostures.

La liberté devrait se couvrir la face de honte si, pendant un seul instant, les idées auxquelles M. Ovary veut faire des adeptes parmi nous, pouvaient jamais prévaloir en Italie. Mais, par bonheur, le verbiage de ce Monsieur n'est pas en état de rompre le principe de solidarité qui lie indissolublement nos libres populations avec les malheureux frères de la Dacie Trajane.

Malgré toutes les machinations, tous les artifices des gouvernements et de la police, la cause roumaine trouvera constamment, dans le peuple italien, appui et défense : la parole et l'aide de nos patriotes ne lui feront pas défaut. Et quand le jour viendra où nos frères Roumains auront besoin de notre bras, nous répondrons à leur appel, et nous combattrons avec enthousiasme à leurs côtés pour le triomphe de la liberté et du droit historique.

Voilà, monsieur le chevalier Lipot Ovary, quels sont les sentiments du peuple italien. Allez le dire à vos patrons !

ERDÉLYI MŰZEUM

435 * 1914. APR. 25.

KÖNYVTÁRA.